

A LIRE :

► « Les honoraires de l'expert-comptable » par A. Lemaignan, R.F.C. n° 246 juin 1993 et les Petites Affiches 6 août 1993.

► « Honoraires de l'expert-comptable », par Etienne Lampert, SIC n° 212 d'avril 2003



Honoraires, préconisation et prescription

Le Conseil Supérieur ayant été à plusieurs reprises consulté sur le point de savoir si un expert-comptable pouvait accepter un partenariat avec un établissement financier ou une institution de prévoyance et de retraite et percevoir à cette occasion des émoluments, il importe de rappeler quelques principes simples régissant les rémunérations des experts-comptables.

L'expert-comptable reçoit en contrepartie de ses travaux des honoraires qui doivent « être équitables et constituer la juste rémunération du travail fourni comme du service rendu » (art. 24 O. 19.09.1945), et sont fonction de la technicité du cas à résoudre, compte tenu de sa qualité ou de sa notoriété, de ses titres, du temps passé, des responsabilités morales et matérielles encourues.

Aux termes de l'article 11 k) du Code des devoirs professionnels « Ils (les membres de l'Ordre) ne doivent accepter, même à titre auxiliaire et temporaire, aucune fonction publique rétribuée par un traitement, ni aucun emploi privé rémunéré dans les mêmes conditions ou même par des honoraires si les conditions de travail placent le membre de l'Ordre dans un état de subordination à l'égard de la

personne ou de la collectivité qui le rémunère ou l'honore ».

Par ailleurs, « Il est interdit également aux membres de l'Ordre de rechercher la clientèle par l'application de tarifs réduits, de remises sur honoraires aux clients ou à des tiers, de commissions ou autres avantages, de se livrer à des opérations de démarchage sous quelque forme que ce soit, soit personnellement, soit par personne interposée, pour leur compte ou le compte de tiers, (...) » (art. 12 f) CDP).

Enfin le Code des devoirs professionnels prévoit en son article 18 c) qu'« en aucun cas, les honoraires ne peuvent être payés sous forme d'avantages, commissions ou participations ». L'interprétation de ces textes a conduit le Conseil Supérieur à élaborer une Recommandation (du 5 juillet 1990, cf. Guide des

études juridiques et de pratique professionnelle ECM 1996) sur les « rapports entre experts-comptables et prestataires de services extérieurs aux entreprises ».

Y sont rappelés les principes d'indépendance du conseil qu'est l'expert-comptable, et de transparence : le client doit être tenu informé des modalités de collaboration de l'expert-comptable avec la société extérieure en cause.

Rémunérations

Si rémunération il y a, celle-ci, exclusive de toute commission ou ristourne, ne peut intervenir qu'à l'occasion de prestations effectives : études de marchés ou de produits, conseil au client de la part de l'expert-comptable. Les rémunérations pourraient être envisagées selon différentes formes ou modalités.

Formes de rémunération

► Commission : toute commission directe ou indirecte est interdite.

► Préconisation : la fourniture d'indications, de simples informations, n'implique pas de participation directe et donc ne peut entraîner de rémunération.

► Prescription : il s'agit d'une mission de conseil, accompagnée de l'engagement corrélatif de la responsabilité du professionnel. L'expert-comptable étudie le dossier et accompagne celui-ci : les travaux effectués au profit du client sont rémunérés par des honoraires.

Modalités

En principe, l'expert-comptable reçoit une mission directement de son client. Si ce n'est pas le cas, l'expert-comptable

pourra, à raison des études effectuées, percevoir des honoraires de la société prestataire extérieure. Cette rémunération ne peut prendre la forme de pourcentage sur les ventes ou services, ni de redevances. Il ne peut non plus y avoir intermédiation ni apport d'affaires.

Est admise la rémunération au temps passé, à l'occasion de la présentation et de l'étude de produits pour le client, sur la base d'un taux horaire qui peut être fonction du service effectivement rendu (assistance, conseil, étude).

De même des actions de formation peuvent-elles être proposées à l'expert-comptable en contrepartie de son intervention. Ces actions contribuent en effet à un élargissement des compétences de l'expert-comptable et à une amélioration du service rendu au client.

Toute autre forme de rémunération (telle que ristournes, participations, occultes ou non) est exclue.

De même, s'agissant de la progression des honoraires pour une même mission, d'une année sur l'autre, la référence à des indices doit-elle respecter le droit commun de la législation en matière de prix, et ne saurait avoir de lien autre que direct avec la mission effectuée.

Ainsi l'indice Syntec (ingénieurs-conseils) ne pourrait-il servir, à lui seul, de mesure à des hausses annuelles convenues contractuellement avec le client dans une lettre de mission, alors que la mission concernée est afférente à l'établissement des comptes.

En tout état de cause, le client doit être informé de la rémunération de l'expert-comptable. Le respect de la notion de transparence implique en effet l'obligation d'informer le client de la nature et de l'importance des prestations de chacun des intervenants. ●

alemaignan@cs.experts-comptables.org

ASSURANCE DE RESPONSABILITÉ CIVILE PROFESSIONNELLE

RÉFORME INTRODUITE PAR LA LOI SUR LA SÉCURITÉ FINANCIÈRE DU 1^{ER} AOÛT 2003

De nouvelles dispositions ont été récemment introduites par la loi sur la sécurité financière dans le code des assurances (article L124-5), s'agissant plus particulièrement de la responsabilité civile des professionnels libéraux.

S'appliquant à compter du 2 novembre 2003, ces dispositions visent à faire échec à la jurisprudence de la Cour de cassation (décisions constantes depuis 1990) et du Conseil d'Etat (arrêt dit "Beule" du 29 déc. 2000) qui retenait jusqu'à présent le principe du fait générateur du dommage pour déclencher la garantie¹, contrairement à la pratique contractuelle généralisée des assureurs qui se basait sur le principe de la réclamation².

L'article L124-5 du code des assurances, d'ordre public, prévoit que les contrats d'assurance de responsabilité civile professionnelle fonctionnent selon le choix des parties, soit sur la base du fait générateur, soit sur la base réclamation.

Les assureurs devront reproduire intégralement dans les contrats l'une ou l'autre des deux clauses expressément prévues par l'article L124-5 et correspondant à l'option retenue. Ils continueront à privilégier la base réclamation, considérée comme plus favorable.

Par ailleurs, afin d'éviter toute rupture de garantie en cas de succession de contrats, ce qui constituait le principal reproche fait au système de la base réclamation, ce même article impose une période subséquente d'une durée minimale de 5 ans prolongeant la garantie après son expiration ou sa résiliation³.

Un décret, à paraître prochainement, devrait prévoir des délais supérieurs pour certaines professions.

Pour les experts-comptables, ce délai devrait être porté à 10 ans⁴, afin de prolonger la situation qui existait jusqu'à la réforme intervenue en février 2002 (cf. SIC août-septembre 2002) et qui a été maintenue contractuellement dans le cadre du contrat groupe de la profession.

L'ensemble des contrats d'assurance de responsabilité civile professionnelle devra donc être modifié dans les mois qui viennent pour tenir compte



de cette réforme. Le contrat d'assurance groupe de la profession ne subira pas de modification substantielle car il fonctionnait déjà en base réclamation avec une garantie subséquente de 10 ans.

Les experts-comptables devront solliciter de leur assureur une attestation de garantie subséquente, lors de toute résiliation de contrat en base réclamation intervenant après le 2 novembre 2003, quel qu'en soit la cause (changement d'assureur ou cessation d'activité).

En outre, l'attention des professionnels doit être attirée sur le fait que plus tôt interviendra la saisine de la compagnie, par le biais d'une réclamation, moins grand sera le risque de se voir rejeter une couverture d'assurance par ladite compagnie.

Jean-Bernard Cappelier
Président de la Commission des assurances
du Conseil Supérieur de l'Ordre

1. Dans le système du "fait dommageable" : la garantie est acquise à l'assuré pour des faits commis pendant la période de validité du contrat, quelle que soit la date à laquelle la réclamation du tiers survient et même si de nombreuses années se sont écoulées.

2. Dans le système de la "base réclamation" : la garantie est acquise à l'assuré pour toute réclamation présentée pendant la période de validité du contrat, quelle que soit la date de la faute.

3. Cette prolongation de garantie sera principalement appelée à jouer dans deux hypothèses :

► le cas où l'assuré change de compagnie et où le nouvel assureur ne couvre pas les réclamations consécutives à des faits connus de l'assuré avant la souscription.

► le cas où le contrat est résilié et où l'assuré n'en resouscrit pas (cessation d'activité, décès)

4. Une communication sera faite à la profession lors de la parution de ce décret concernant la garantie subséquente des experts-comptables.